



## La République unie du soja

Par [Grain](#)

Mondialisation.ca, 07 juillet 2013

[grain.org](http://grain.org)

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Biotechnologie et OGM,](#)  
[Transnationales](#)

En 2003, la société Syngenta a publié une annonce sur ses services dans les suppléments ruraux des quotidiens argentins Clarín et La Nación dans laquelle elle baptisait « République unie du soja » des territoires du Cône sud — situés au Brésil, en Argentine, en Uruguay, au Paraguay et en Bolivie — où l'on semait le soja. À partir de ce moment, cette déclaration explicite de néocolonialisme est devenue une « marque de fabrique » du projet que les sociétés mettaient en œuvre.

En 2012, les territoires et les institutions de ces pays ont subi les assauts des sociétés agro-industrielles, lesquelles ont imposé de nouvelles variétés transgéniques, augmenté les risques liés à l'application des produits agrottoxiques et apporté des modifications aux politiques dont l'ampleur n'avait pas été vue depuis la première vague d'imposition des transgéniques dans la deuxième moitié des années 1990. Cette nouvelle offensive se produit dans un contexte différent, car aujourd'hui des gouvernements « progressistes » qui critiquent le néolibéralisme sont au pouvoir dans toute la région (du moins jusqu'au mois de juin 2012). Ceux-ci ont commencé à modifier les politiques néolibérales imposées dans les années 1990 en assurant une présence plus forte de l'État dans la régulation de l'économie et en jouant un rôle plus actif dans les domaines social, éducatif et sanitaire.

Toutefois, durant cette période, le modèle d'agriculture et de production des aliments n'a pas changé et aucune autocritique n'a été faite à propos des problèmes causés par l'implantation massive de cultures de soja transgénique et les fortes applications de produits agrottoxiques. Au contraire, ce modèle s'est consolidé et tous les gouvernements de la région le défendent au pied de la lettre et l'acceptent invariablement comme politique d'État. Les graves problèmes qui sont apparus ou se sont amplifiés, comme les effets des produits agrottoxiques, les déplacements de paysans et de peuples autochtones, la concentration de la propriété des terres ou la perte de productions locales, sont considérés des « effets collatéraux ». Ces problèmes ne sont traités que de manière fragmentée et ponctuelle et ce, seulement lorsque la pression sociale est suffisamment forte. Nous n'incluons pas la Bolivie dans cette analyse, car si la région de la « medialuna » (demi-lune), dont le centre est la ville de Santa Cruz de la Sierra, fait partie de la « République unie du soja », les positions, les politiques et les débats que le gouvernement d'Evo Morales a avancés se démarquent amplement de ceux des autres gouvernements (ce qui explique l'opposition des secteurs au pouvoir dans la medialuna qui ont clairement exprimé leurs intentions séparatistes).



Dans d'autres articles de la série À contre-courant<sup>1 2 3</sup>, nous avons déjà dénoncé le fait que cette offensive des sociétés agro-industrielles avait consolidé l'imposition de son modèle productif, que le Cône sud était devenu la région où l'on sème le plus de transgéniques dans le monde avec le volume d'agrottoxiques répandus par habitant plus élevé sur la planète. Dans le présent À contre-courant, nous tenterons de partager certaines réflexions qui aident à comprendre le déroulement de cette offensive et ses conséquences pour les communautés paysannes et la société en général.

Les effets nocifs du « modèle » sont importants et se font sentir tant à la campagne qu'à la ville : populations fumigées à la campagne et dans les zones périphériques des villes, paysans et paysannes déplacés gonflant quotidiennement les ceintures de pauvreté des grandes cités, économies régionales détruites avec des prix de denrées élevés et des aliments contaminés rendant les uns et les autres malades. Bref, une catastrophe socio-environnementale qui prend l'eau de toutes parts et qui ne permet plus de « détourner le regard. »

Les responsables de cette chaîne destructrice ne sont qu'un groupe réduit et leurs noms sont bien connus : en tête, on trouve Monsanto et quelques autres sociétés biotechnologiques (Syngenta, Bayer); de grands propriétaires terriens et des groupes de plantation qui contrôlent des millions d'hectares (Los Grobo, CRESUD, El Tejar et Maggi figurent parmi les principaux); Cargill, ADM et Bunge qui transportent les grains aux confins de la planète. Et évidemment les gouvernements de chacun des pays qui appuient avec enthousiasme ce modèle. S'ajoutent à ceux-ci un grand nombre d'entreprises qui profitent de la « manne » et procurent des services, de la machinerie agricole, des fumigations, des intrants, etc.

Concrètement, cette région compte à l'heure actuelle plus de 46 millions d'hectares de soja transgénique en monoculture, sur lesquels plus de 600 millions de litres de glyphosate ont été aspergés. Pour faire place à cette culture, au moins 500 000 hectares de forêts sont déboisés chaque année.



Des arbres récemment abattus brûlent dans la région de Boqueron au Paraguay. (Photo: Glyn Thomas / FoE)

Bien que les conséquences régionales de ce modèle soient évidentes et interdépendantes, nous tenterons d'en disséquer les effets afin d'en faire une analyse plus détaillée. La toile de fond du coup d'État au Paraguay s'avère incontournable, car c'est dans ce pays que les pouvoirs de fait ont agi de la manière la plus brutale et explicite. Cependant, le Paraguay constitue un exemple valide pour toute la région, car il est évident que l'on a tenté d'y montrer aux gouvernements de la région la voie à suivre et les limites qu'ils ne doivent pas franchir.

Passons en revue un décalogue (avec compléments) des résultats concrets et indiscutables de ce nouvel assaut de l'agrobusiness.

### **L'agrobusiness tue**

Ce fait s'est exprimé de manière constante au cours des dernières années et, comme nous l'avons déjà dit, c'est au Paraguay où ses effets se sont fait le plus sentir. La tuerie de Curuguaty, survenue le 15 juin 2012, au cours de laquelle onze paysans et six policiers sont morts à la suite de tensions et de la répression étatique et paraétatique, a probablement été le point culminant de la violence. Cette tuerie a servi de prétexte pour entamer un procès politique et faire un coup d'État institutionnel qui a mis fin au mandat du président Lugo.

Une vague répressive contre les dirigeants paysans avait été déclenchée avant le coup d'État. Elle s'est intensifiée après le coup alors que les 8 premiers mois du gouvernement de Federico Franco ont été ponctués de l'assassinat sélectif des dirigeants paysans Sixto Pérez, Vidal Vega et Benjamín Lezcano qui ont été criblés de balles.<sup>4</sup> La CONAMURI (Coordinadora Nacional de Mujeres Rurales e Indígenas, Coordination nationale des femmes rurales et autochtones) a déclaré que dans le cas de l'assassinat de Benjamín Lezcano, on a observé « le même modus operandi que celui des assassinats de Sixto Pérez - le 1er septembre

dernier, à Puentesíño (Dép. Concepción) - et de Vidal Vega - le 1er décembre dernier, à Curuguaty (Dép. Canindeyú). L'objectif semble également être le même : décapiter les organisations paysannes. »<sup>5</sup>



Les organisations paysannes de La Via Campesina du Paraguay à la marche du Sommet des peuples à Río + 20, juin 2012 - quelques jours après la tuerie de Curuguaty.

En Argentine, au cours des trois dernières années, il y a eu trois assassinats de paysans à Santiago del Estero liés directement au développement du modèle de production de soja (Sandra Ely Juárez, Cristian Ferreyra et Miguel Galván) alors que les communautés des provinces de Formosa et de Salta sont soumises à un harcèlement permanent et soutenu.<sup>6</sup>

Au Brésil aussi, le mouvement paysan et tout particulièrement le MST (Mouvement des sans terre) a subi la violence de l'agrobusiness et la CPT (Commission pastorale de la Terre) a récemment diffusé un rapport préliminaire sur la violence en 2012 qui dénombre 36 morts violentes dans le cadre de conflits agraires.

<sup>7</sup>Depuis le début de 2013, trois dirigeants du MST ont déjà été assassinés (Cícero Guedes dos Santos, Regina dos Santos Pinho et Fabio dos Santos Silva).

Ces événements surviennent dans le cadre d'une offensive de criminalisation des luttes sociales qui s'exprime non seulement dans la persécution et la stigmatisation des mouvements, mais aussi de manière concrète dans l'adoption de lois répressives. La nouvelle loi antiterroriste adoptée en Argentine en décembre 2011 s'ajoute aux lois déjà existantes dans plusieurs des pays de la région.

### **L'agrobusiness pollue**

Un des grands mensonges que les sociétés privées, les médias de masse et une partie du monde universitaire ont avancés pour justifier l'introduction de semences transgéniques a été que celles-ci permettaient d'utiliser moins de produits agrottoxiques en agriculture. Mais exactement comme beaucoup d'organisations l'avaient prédit au cours des dernières décennies, la réalité a été toute autre et aujourd'hui, l'augmentation incessante de l'utilisation des agrottoxiques est de plus en plus alarmante et ses effets dans toute la région sont de plus en plus difficiles à cacher.

Cela n'est guère surprenant si l'on tient compte du fait évident que ce sont les sociétés qui se consacrent à la vente d'agrottoxiques, Monsanto en tête, qui encouragent l'utilisation des



semences transgéniques et que les semences les plus populaires sont résistantes aux herbicides.

Depuis 2008, le Brésil consomme 20 % de tous les agrototoxiques utilisés dans le monde et est maintenant le plus grand consommateur d'agrototoxiques par habitant au monde avec 5,2 litres par an par habitant. 8 9 Le volume stupéfiant de 853 millions de litres de produits agrototoxiques utilisés en 2011 et une croissance de 190 % au cours de la dernière décennie sont des données plus qu'éloquantes. Cinquante-cinq pour cent des agrototoxiques ont été appliqués dans les cultures de soja et de maïs alors que le soja représentait 40 % de la consommation totale.10 À lui seul, le glyphosate représente près de 40 % de l'ensemble de la consommation d'agrototoxiques au Brésil.

L'Argentine n'est pas restée à l'arrière du peloton. En 2011, 238 millions de litres de glyphosate y ont été appliqués, soit une augmentation de 1190 % comparativement à la consommation de 1996, l'année à laquelle le soja transgénique résistant au glyphosate a été introduit dans le pays.11



Le fils de Petrona Villasboa, Silvino Talavera, est mort à l'âge de 11 ans, après avoir été arrosé de pesticides alors qu'il faisait du vélo sur une route entre deux champs de soja. Il se trouvait à 80 mètres de chez lui, à Pirapey, dans le département d'Itapúa, au Paraguay. (Photo: Glyn Thomas / FoE)

Au Paraguay, le sixième producteur mondial de soja transgénique, plus de 13 millions de litres de ce produit agrototoxique ont été aspergés en 2007.12

En Uruguay, qui participe pleinement à la culture du soja transgénique, les statistiques indiquent que plus de 12 millions de litres ont été consommés en 2010.

13 Et c'est précisément en Uruguay où, à la suite de la contamination de l'eau dans la ville de Montevideo, la population urbaine commence maintenant à réagir fortement devant le manque d'eau potable pour la consommation.

Ce bilan régional nous permet de conclure qu'au moins 600 millions de litres de glyphosate sont appliqués chaque année, une statistique inquiétante qui est accompagnée d'innombrables dénonciations faites à tous les jours pour les dommages déjà décrits à la santé, aux écosystèmes, à l'agriculture et aux communautés que cause un tel bain d'agrototoxiques.

Présenté par Monsanto comme ayant une « faible toxicité, » le glyphosate est remis en question pour de nombreuses raisons, notamment :

— Il est devenu impossible de cacher l'impact de cet herbicide dans les communautés; des milliers d'habitants de « villages fumigés » dénoncent les problèmes de santé causés par cette pratique : augmentation des naissances avec malformations, intoxications aiguës mortelles, problèmes respiratoires, maladies neurologiques, augmentation des cas de cancer, des avortements spontanés, des maladies de la peau, etc.

— Les recherches scientifiques indépendantes confirment ce grave problème et des études établissant un lien entre le glyphosate et l'apparition de tumeurs et de malformations lors du développement des embryons ont été publiées au cours des dernières années dans les revues scientifiques les plus prestigieuses.

— Les effets sur la santé des « adjuvants » utilisés dans la préparation du Roundup, principalement le surfactant Poea (polyoxyéthylène amine), sont également démontrés et on associe ce produit aux dommages gastro-intestinaux et du système nerveux central, à des problèmes respiratoires et à la destruction de globules rouges chez les êtres humains.

— On a aussi largement confirmé les dommages environnementaux du glyphosate dans les champs du territoire ainsi que dans le cadre de recherches : son lien avec la destruction de la biodiversité est indéniable alors que ses effets toxiques sur les amphibiens ont été démontrés et publiés.

Mais un autre problème tout aussi sérieux est l'augmentation de l'utilisation d'autres agrototoxiques appliqués en association avec le glyphosate ou pour compenser l'efficacité réduite de celui-ci en raison de la montée inévitable de mauvaises herbes résistantes. C'est ainsi que l'utilisation du paraquat a augmenté pour atteindre 1,2 million de litres en Argentine et 3,32 millions de litres dans les cinq pays producteurs de soja. Il est important de rappeler que le paraquat a été interdit dans 13 pays de l'Union européenne en 2003 parce qu'il a été lié à des désordres neurologiques. 14

Il n'y a pas de doute que l'utilisation des agrototoxiques est une autre façon de tuer de l'agrobusiness.

### **L'agrobusiness impose les transgéniques**

L'introduction de nouveaux transgéniques liés à l'utilisation de nouveaux composés agrototoxiques fait partie de la stratégie des sociétés et elle a été à l'ordre du jour au cours de l'année 2012.

L'annonce officielle de la présidente argentine Cristina Fernández au Council of the Americas le 15 juin 2012 sur les nouveaux investissements de Monsanto en Argentine a ouvert le bal à ce qui deviendrait durant le reste de l'année une avalanche de projets, d'annonces et d'intentions de modifier la législation qui a marqué l'agenda du gouvernement et des grandes sociétés privées au cours des mois qui ont suivi.

C'est ainsi qu'en août 2012, le ministre de l'Agriculture, Norberto Yahuar, a annoncé, en compagnie de dirigeants de Monsanto, l'approbation du nouveau soja rr2 « Intacta », lequel comprend comme nouveauté la combinaison de la résistance au glyphosate et la production de la toxine Bt. En d'autres mots, la seule nouveauté de cette variété est la combinaison des deux seules caractéristiques que l'industrie biotechnologique est parvenue à mettre sur le marché au cours de ses 20 ans d'existence.

Mais en plus de cette annonce, il existe des approbations et des essais en champ d'autres

transgéniques parmi lesquels ressortent ceux de variétés de soja et de maïs résistantes à d'autres herbicides, dont le glufosinate et le 2,4 D. Andrés Carrasco, chercheur au CONICET (Conseil national de recherches scientifiques et techniques) d'Argentine présentait clairement le problème il y a quelques mois : « un aspect intéressant à considérer en Argentine en ce moment est que 5 de ces 10 événements transgéniques approuvés, 3 de maïs et 2 de soja, combinent la résistance au glyphosate avec la résistance au glufosinate d'ammonium (un bloqueur de la synthèse de l'acide aminé glutamine) pour renforcer les effets du glyphosate. Le besoin d'associer dans les nouvelles semences le glyphosate avec le glufosinate témoigne des inconsistances de la technologie des transgéniques tant en ce qui concerne leur construction que leur comportement dans le temps. Cependant, on poursuit la fuite en avant en essayant de remédier aux faiblesses conceptuelles de la technologie des transgéniques avec des solutions qui tendent à être toujours plus dangereuses. »<sup>15</sup>

Au Paraguay, quelques mois à peine après le coup institutionnel, le ministère de l'Agriculture a approuvé le maïs transgénique auquel résistaient les autorités du gouvernement renversé et qui fait l'objet d'un rejet explicite et sans appel de la part des organisations paysannes, à cause de la menace qu'il représente pour les multiples variétés locales de maïs cultivées par les peuples autochtones et les paysans. C'est ainsi qu'en octobre 2012 on a approuvé quatre variétés de maïs transgénique de Monsanto, Dow, Agrotec et Syngenta.<sup>16</sup> Déjà, au mois d'août, le président de fait Franco avait autorisé par décret l'importation de semences de coton Bt-rr, démontrant sans équivoque pour qui il gouvernait.

Au Brésil, l'escalade a commencé à la fin de 2011 lorsque la CTNBio (Commission technique nationale sur la biosécurité) a annoncé l'approbation du premier haricot transgénique commercial « développé intégralement au Brésil » et résistant à la mosaïque dorée du haricot. Étant donné que cette variété a été créée par l'Embrapa, une institution publique, et qu'elle possède des caractéristiques distinctes de celles des transgéniques plus répandus (Bt et rr), elle a été utilisée comme bannière pro transgénique en faisant ressortir son importance « sociale et alimentaire. »<sup>17</sup> Des fonctionnaires publics, la communauté scientifique et la société civile ont toutefois fortement remis en question son approbation. C'est ainsi que Renato Maluf, président du Consea (Conseil national de sécurité alimentaire et nutritionnelle), met en doute sa libération rapide en invoquant le principe de la précaution. « Nous croyons qu'il est téméraire de s'empressement de libérer un produit que toute la population consommera et à propos duquel nous n'avons aucune certitude de sécurité alimentaire et nutritionnelle, » a-t-il regretté. Pendant ce temps, Ana Carolina Brolo, conseillère juridique de l'organisation humanitaire Tierra de Derechos, a abondé dans le même sens que Maluf en indiquant que « cette approbation commerciale n'est pas conforme à la législation nationale et internationale sur la biosécurité. »<sup>18</sup>

Le bilan général est que l'avalanche de transgéniques nouveaux s'est intensifiée et dans la plupart des cas, leur culture est liée à l'utilisation d'agrotoxiques, dans certains cas les mêmes que ceux qui sont déjà utilisés (le glyphosate principalement) et, dans les autres, de nouveaux herbicides encore plus toxiques et dangereux (dicamba, glufosinate, 2,4 D). Au Brésil, le MPA (mouvement des petits agriculteurs), un membre de La Via Campesina, a dénoncé en avril 2012 l'approbation rapide de semences transgéniques de soja et de maïs résistantes à l'herbicide 2,4 D.<sup>19</sup> Ces mêmes semences sont déjà à l'étape de l'expérimentation en champ en Argentine.

## **L'agrobusiness veut exercer un contrôle absolu sur les semences**

L'imposition de nouvelles lois sur les semences a aussi été à l'ordre du jour partout en Amérique latine, mais en Argentine elle a été un des foyers d'actions plus visibles et actifs, alors que la nouvelle loi était directement liée à l'accord avec Monsanto mentionné plus haut. Le jour même de l'annonce de l'approbation du soja rr2 « intacta », le ministère de l'Agriculture a annoncé le dépôt d'un projet de loi sur les semences pour qu'il soit étudié par le Congrès avant la fin de 2012.

Le projet n'a jamais été rendu officiellement public, et n'a pas été soumis à un débat large. Il a plutôt été discuté à huis clos au ministère de l'Agriculture par une partie des secteurs de l'agrobusiness argentin. Cependant, son contenu a traversé les murs du ministère et son analyse a permis de confirmer ce que l'on pouvait déjà supposer après l'annonce officielle : la nouvelle loi cherche à subordonner la politique nationale en matière de semences aux exigences de l'UPOV (Union internationale pour la protection des obtentions végétales) et des transnationales.

Le Movimiento Nacional Campesino Indígena (MNCI, Mouvement national paysan indigène) a dénoncé que « le projet de loi ne protège pas les connaissances ni la biodiversité, n'encourage que la privatisation et protège la propriété privée de ce qui est un patrimoine collectif des peuples, notamment des communautés paysannes et des peuples autochtones; il ouvre la porte à l'approfondissement de l'expropriation et de la privatisation de la biodiversité agricole et forestière de l'Argentine; il rend illégales ou restreint sévèrement les pratiques qui ont été en vigueur depuis la naissance de l'agriculture, par exemple la sélection, l'amélioration, l'obtention, la conservation, la multiplication et l'échange libres de semences obtenues dans une récolte antérieure; il renforce les conditions pour que s'accélère l'introduction et l'expansion de nouvelles cultures transgéniques, en accordant des droits de propriété sur des variétés sans exiger de preuves d'amélioration effective et sur la base de la simple expression d'un caractère; et il donne aux entreprises semencières le pouvoir de s'assurer elles-mêmes que les dispositions de la loi soient observées adéquatement. »<sup>20</sup>

La mobilisation de divers secteurs a permis de retarder la présentation de ce projet de loi et le débat au Congrès national; mais la menace qu'elle soit imposée demeure latente.

Il est très clair que contrôler ce premier maillon du secteur agricole est un des principaux objectifs des sociétés privées lesquelles visent ainsi à pouvoir contrôler l'ensemble du système agroalimentaire et s'assurer un monopole sans failles. Il est également clair que ce contrôle a des effets directs sur les populations en empêchant l'exercice de la souveraineté alimentaire et en condamnant des millions de personnes à la faim.

### **L'agrobusiness détruit les forêts**

La déforestation dans toute la région a atteint une ampleur sans précédent et malgré des mesures visant à l'arrêter (comme la Loi sur les forêts en Argentine ou les règlements adoptés au Brésil), loin de se détenir, elle s'est accélérée au cours des dernières années avec comme principal facteur l'avancée de la frontière agricole (ou le déplacement de la frontière des fermes d'élevage comme conséquence de celle-ci).

Ici encore, le Brésil est en tête avec 28 millions d'hectares de perte nette de forêts pour la période de 2000 à 2010 <sup>21</sup> et les autorités nationales ont célébré comme un grand triomphe la disparition de « seulement » 641 800 hectares de forêts amazoniennes d'août 2010 à juillet 2011<sup>22</sup>.



Les chiffres pour l'Argentine montrent qu'entre « 2004 et 2012, les bulldozers ont déboisé 2 501 912 hectares, ce qui revient à 124 fois la superficie de la ville de Buenos Aires. Autrement dit : en Argentine, 36 terrains de football de forêts sont détruits toutes les heures. Ces données ont été déduites en croisant des analyses officielles et d'ONG. Le plus récent rapport du Secretaría de Ambiente de la Nación (ministère de l'Environnement), lequel portait sur la période de 2006 à 2011, a comptabilisé la destruction de 1 779 360 hectares de forêt indigène. » 23

Au Paraguay, la situation est probablement une des pires en ce qui concerne le taux de déforestation : d'une part, il y a eu la déforestation historique dans la région orientale qui a causé la perte de 76,3 % de la couverture forestière originale de 1945 à 1997 à la suite de la conversion des terres pour la production agropastorale. 24 Et d'autre part, la déforestation en cours dans la région occidentale (forêt du Chaco) qui a culminé en 2011 avec une perte de plus de 286 742 hectares de forêts, une augmentation de 23 % sur les 232 000 hectares déboisés en 2010. 25

Un examen global de cette tragédie nous permet de mieux mesurer l'ampleur de ce qui se produit : une étude publiée par la FAO en 2011<sup>26</sup> indique que la moyenne annuelle de perte nette de forêts de 1990 à 2005 est de presque 5 millions d'hectares (dans le monde entier), dont 4 millions en Amérique du Sud.

Ici encore, l'agrobusiness tue à nouveau : les écosystèmes uniques de la région et tous les peuples qui durant des millénaires ont vécu, grandi et cohabité avec les forêts, en les protégeant et en les alimentant.

### **L'agrobusiness concentre la terre entre un nombre réduit de mains.**

La concentration des terres est un autre des phénomènes qui ont marqué les années récentes d'implantation du soja transgénique dans l'ensemble du Cône Sud. Les pays dans lesquels la concentration de la terre était déjà forte ont vu au cours de ces années l'accroissement de cette concentration et la réduction du nombre de propriétaires qui la contrôlent.

C'est encore le Paraguay, un des pays ayant la pire distribution des terres en Amérique latine, où l'impact s'est fait sentir le plus et aujourd'hui, 2 % des producteurs contrôlent 85 % des terres agricoles. Cette situation s'aggrave encore plus alors qu'à partir des pays voisins — principalement le Brésil, mais aussi l'Argentine — il se produit une invasion des territoires pour augmenter la culture du soja transgénique.

Voyons quelques statistiques sur chacun des pays : 27

— Au Paraguay, en 2005, 4 % des producteurs de soja contrôlaient 60 % de toute la superficie plantée avec cette culture.

— Au Brésil, en 2006, 5 % des producteurs de soja contrôlaient 59 % de toute la superficie plantée avec cette culture.

— En Argentine, en 2010, plus de 50 % de la production de soja était contrôlée par 3 % de l'ensemble des producteurs, lesquels possédaient 5 000 hectares de terres ou plus chaque.

— En Uruguay, en 2010, 26 % des producteurs contrôlaient 85 % de l'ensemble des terres plantées avec du soja. Cette même année, 1 % de l'ensemble des producteurs étaient

responsables de 35 % de la superficie plantée avec du soja.

Le modèle imposé a signifié une profonde transformation du processus de concentration de la propriété des terres : maintenant, dans la plupart des cas, les terres ne sont pas achetées, mais plutôt louées par les grands producteurs. D'autre part, les producteurs ne sont plus des personnes physiques identifiables, mais bien des pools de plantation alimentés pour la plupart par des groupes d'investisseurs spéculatifs.

Les conséquences pour les communautés locales, les paysans et les peuples autochtones sont toujours les mêmes : l'expulsion de leurs territoires, dans de très nombreux cas par l'usage direct de la violence, comme nous l'avons déjà dit lorsque nous avons analysé d'autres aspects de ce modèle.

Bien qu'il soit difficile d'estimer le nombre d'expulsés parce qu'il n'existe pas de statistiques précises pour chaque pays et encore moins au plan régional, certains chercheurs ont trouvé, par exemple, que la progression du soja au Paraguay aurait causé l'expulsion de 143 000 familles paysannes, soit la disparition de plus de la moitié des 280 000 fermes de moins de 20 hectares inscrites dans le recensement agropastoral de 1991,28 et ce, pour atteindre l'objectif de 4 millions d'hectares de soja que s'est fixé l'agrobusiness. Dans le cas de l'Argentine, ce modèle a causé un exode rural sans précédent qui en 2007 supposait déjà l'expulsion de plus de 200 000 agriculteurs et travailleurs ruraux et de leurs familles du secteur agricole argentin. Au Brésil, depuis les années 1960, la production de soja a déplacé 2,5 millions de personnes dans l'État du Parana et 300 000 dans celui du Rio Grande do Sul. 29

### **L'agrobusiness cherche à se consolider comme dictateur dans la République unie du soja**

Le coup institutionnel au Paraguay démontre que les initiatives et les limites que certains gouvernements tentent encore timidement de mettre en place ne détiennent pas les sociétés privées agissant de concert avec les grands propriétaires terriens et leurs complices nationaux.

Au Paraguay, le gouvernement du président Lugo, même s'il était minoritaire au parlement, a tenté, à travers certaines institutions gouvernementales (ministère de la Santé, ministère de l'Environnement, Service national de qualité et d'hygiène végétale et des semences — Senave), de réglementer certaines pratiques graves comme les fumigations et l'approbation de nouveaux transgéniques, notamment le maïs rr et le coton Bt. Il a aussi entamé un dialogue avec les organisations paysannes pour chercher à freiner la violence historique dans le monde rural qui est le fruit de l'extraordinaire concentration des terres de ce pays.

Les puissants secteurs de l'agrobusiness, regroupés dans l'UGP (Union des corporations de production), lequel jouit de l'appui de sociétés privées comme Monsanto et Cargill, ont lancé une guerre contre les autorités responsables de ces secteurs, en demandant leur tête et en menaçant et exécutant des actions publiques dans ce sens.

La tuerie de Curuguaty a été le prétexte qu'ils ont trouvé pour renverser — grâce à leurs alliés parlementaires — le président Lugo en moins de deux heures de session et ainsi imposer leurs intérêts dans tous les domaines.

C'est ainsi que tous les fonctionnaires engagés dans ces processus de changement ont été

remerciés avec le président Lugo et que les mesures réclamées par l'agrobusiness ont été rapidement imposées : fin aux limites de fumigation, approbation de nouveaux transgéniques, promesses de modification de la loi sur les semences, etc.

La récente élection qui a couronné l'entrepreneur Horacio Cartés comme nouveau président et porté à nouveau au pouvoir le parti Colorado a été la dernière étape pour établir l'impunité et le pouvoir illimité de l'agrobusiness.

Toutefois, dans les autres pays de la région — bien que la situation ne soit pas aussi difficile qu'au Paraguay — il est également évident que l'agrobusiness dicte les politiques publiques en matière d'agriculture et d'alimentation et fait obstacle à toute tentative de les modifier selon une perspective allant à l'encontre de ses intérêts corporatifs.

Tout cela confirme quelque chose qui devient évident et est dénoncé partout au monde : la démocratie est incompatible avec la domination des sociétés privées et il faut démanteler leurs structures pour pouvoir penser et avancer dans n'importe quelle démarche de démocratisation qui privilégie le bien commun.

L'agrobusiness soumet et colonise les institutions de recherche et de réglementation de la science et des technologies dans chaque pays

Les universités et instituts de recherche de toute la région, sauf quelques exceptions honorables, sont colonisés par le pouvoir et les fonds des sociétés de l'agrobusiness qui les utilisent comme engrenages pour imposer leurs transgéniques et leurs modèles de production industriels.

En 2012 en Uruguay, l'accord entre Monsanto et l'INIA (Institut national de recherche agropastorale), qui a intégré des transgènes appartenant à l'entreprise au germoplasme de soja national sous sa responsabilité, a été rendu public et a été dénoncé par la société civile.<sup>30</sup> La signature de l'accord a été remise en question par la CNFR (commission nationale de développement rural), une association qui regroupe et représente les producteurs familiaux au conseil d'administration de l'INIA et par diverses organisations de la société civile dont REDES-Amis de la Terre. L'accord, qui n'est pas accessible au public, a suscité une demande de rapports de la part de législateurs du Frente Amplio (FA).

Aussi, après le coup au Paraguay, le nouveau ministre de l'Agriculture et de l'Élevage du pays guarani, Enzo Cardozo a annoncé que le « Paraguay va produire ses propres semences transgéniques qui seront à la disposition de tous les producteurs. » La production serait sous la responsabilité de l'IPTA (Institut paraguayen de technologie agropastorale) qui recevrait un « transfert technologique » de Monsanto, pour lequel le gouvernement dirigé par le président de fait Federico Franco paierait un montant qui reste à établir. <sup>31</sup>

Mais Monsanto possède déjà des accords de « coopération » avec des institutions publiques en Argentine, au Paraguay, en Uruguay et au Brésil depuis bien avant la signature de la nouvelle entente et il les utilise comme source de main-d'œuvre à bon marché pour ses recherches et outil pour réaliser directement « l'extension rurale » de ses transgéniques. De la même manière, de nombreux fonctionnaires politiques agissent en tant que bras idéologiques des sociétés privées dans leurs tentatives de s'imposer. Un cas exemplaire est celui de Lino Barañao, ministre argentin des Sciences et de la Technologie, qui ne gêne pas pour profiter de toutes les occasions pour faire du lobbying en faveur des transgéniques.

## **L'agrobusiness est une forme de plus de l'extractivisme qui saccage nos territoires**

L'agriculture industrielle est une activité extractiviste parce qu'elle considère que le sol est un substrat inerte duquel on extrait des nutriments (protéines et minéraux) en utilisant de la technologie et des produits chimiques sans les respecter en tant qu'organismes vivants et sans remplacer de manière naturelle les nutriments extraits.

Cet extractivisme s'exprime de manière brutale avec la culture du soja transgénique, car même le discours du « semis direct » ne peut cacher la réalité crue que le soja ne retourne pas du tout la quantité de nutriments qu'il extrait des sols, et que cette technique de semis direct ne peut soutenir la structure et la capacité de rétention de l'eau de ces sols.

Dans d'autres documents, nous avons fait part de la façon dont se dégradent les sols en Argentine et on extrait des millions de tonnes de nutriments et des milliards de litres d'eau. 32

Voyons quelques statistiques concrètes seulement pour l'Argentine (ces données ne sont pas disponibles pour les autres pays) :

Année après année, la monoculture du soja cause une dégradation intense des sols avec une perte variant de 19 à 30 tonnes de terre par hectare selon la gestion des sols, la pente du terrain et le climat.

Le soja a produit durant la saison 2006/2007 (avec une production de 47 380 222 tonnes) une extraction nette de :

- 1 148 970,39 tonnes d'azote,
- 255 853,20 tonnes de phosphore,
- 795 987,73 tonnes de potassium,
- 123 188,58 tonnes de calcium,
- 132 664,62 tonnes de soufre, et
- 331,66 tonnes de bore.

De plus, chaque récolte de soja exportée emporte 42 500 millions de mètres cubes d'eau par année (données de la saison 2004/2005).

### **L'agrobusiness agit en complicité avec les grands médias de masse**

Tout ce processus d'imposition peut compter dans toute la région sur un puissant allié : les médias de communication privés et dominants qui agissent à titre de bras communicationnel inconditionnel de l'agrobusiness (à la seule condition d'obtenir la manne de publicité avec laquelle sont remplies les pages des journaux et les ondes de la radio et de la télévision).

Les mécanismes de fonctionnement de cette alliance se réduisent à quelques directives de base que nous pouvons résumer comme suit :



— L'éloge dithyrambique de l'agro-industrie en tant que panacée pour la production d'aliments en créant un lien absolu entre le « progrès, » le « développement » et le bien-être de la société.

— La cooptation du discours du développement durable, à l'aide de la propagande, pour rendre « durable » n'importe quelle initiative, en ne présentant qu'une vision partielle et fragmentaire.

— La négation absolue de tout débat ou information sur les luttes sociales de résistance, les débats scientifiques ou économiques et les impacts sur les communautés et l'environnement.

— La stigmatisation et la criminalisation des mouvements et des organisations sociales en les présentant comme « subversifs, » violents, antisociaux ou « passésistes. »

Le pays où cette alliance est la plus évidente est probablement le Paraguay, où l'UGP mentionnée ci-dessus est liée au Groupe Zuccolillo, propriétaire du puissant quotidien ABC Color qui a été l'un des médias à partir desquels la campagne pour renverser Lugo a été montée. Zuccolillo est aussi le président de la Société interaméricaine de presse SIP.<sup>33</sup>

### **Et pour couronner le tout : l'agrobusiness change le climat**

Les liens entre la crise climatique que nous subissons à l'échelle de la planète et l'agriculture industrielle sont largement démontrés et présentent des statistiques alarmantes : au minimum, de 44 à 57 % des gaz à effet de serre (GES) sont produits par les différentes étapes de la chaîne de production agroindustrielle.

Il est évident qu'un territoire où l'agriculture industrielle s'est imposée de manière brutale doit être une des principales sources contribuant à cette crise mondiale. Mais il est également évident dans toute la région que le concours des problèmes mondiaux et régionaux comme la déforestation a des conséquences extrêmement graves à la campagne, avec de longues périodes de sécheresse suivies de cycles d'inondation, et en ville, avec des pluies, des phénomènes climatiques extrêmes et des inondations pour lesquelles il n'existe pas d'infrastructures en mesure de les contenir et dont les principales victimes sont justement les populations expulsées des campagnes.

### **Remarques finales**

Une large mobilisation articulée s'oppose à cette dramatique réalité dans toute la région. Elle affronte la spoliation par la résistance locale, la mobilisation, les dénonciations publiques, la construction d'alternatives et la lutte sur tous les fronts possibles allant des voies légales à la désobéissance civile et à la récupération des territoires de la part des communautés dépouillées.

S'il est certain qu'il existe encore une grande fragmentation des luttes sociales, il est également certain qu'aucune d'entre celles-ci ne se limite à l'analyse ou à la simple lutte ponctuelle. Au contraire, on assiste à la construction d'une vision globale qui place la souveraineté alimentaire au centre des luttes avec comme horizons l'autonomie et le bien commun.

Nous espérons que le présent À contre-courant ajoute une semence de plus aux nouvelles cultures de résistance des champs et de la rue qui germent dans le Cône sud.

- 
- 1 “[¿Las corporaciones del agronegocio gobiernan en América Latina?](#), GRAIN, 25 juin 2007
  - 2 [Monsanto s’active à renforcer son contrôle sur l’Amérique latine](#), GRAIN, 27 avril 2007
  - 3 “[Monsanto y las regalías semilleras en Argentina](#)”, GRAIN, 8 octobre 2004
  - 4 “[El asesinato selectivo de líderes campesinos, una práctica más frecuente](#)”, BASE-IS, 15 mars 2013
  - 5 “[Plan de exterminio](#)”, Reportaje a Magui Balbuena de CONAMURI por Radio Mundo Real, 23 fevrier 2013
  - 6 “[El árbol y el bosque](#)”, Biodiversidadla, 10 avril 2013
  - 7 “[Un militante del MST es asesinado](#)”, MARCHA, 3 avril 2013
  - 8 “[A luta constante contra os agrotóxicos](#)”, Brasil de Fato, 11 janvier 2013
  - 9 “[Especial sobre agrotóxicos](#)”, Brasil de Fato, juin 2012
  - 10 “[Agrotóxicos, segurança alimentar e nutricional e saúde](#)”, Associação Brasileira de Saúde Coletiva, 2012
  - 11 “[Producción de soya en el Cono Sur de las Américas](#)”, GENOK, 31 juillet 2012
  - 12 “[Alimento sano, pueblo soberano](#)”, CONAMURI, novembre 2011
  - 13 [Ibid. 11](#)
  - 14 [Ibid. 11](#)
  - 15 [Un nuevo veneno, el glufosinato](#), lettro de Andrés Carrasco, Biodiversidadla, 31 août 2013
  - 16 [Aprobado el uso de 4 tipos de semillas transgénicas de maiz](#), Paraguay.com, 25 octobre 2012

- 17 "[Aprueban la producción y comercialización del primer transgénico brasileño](#)", Agro Noticias FAO, 16 septembre 2011
- 18 "[Frijol transgénico desata polémica alimentaria](#)", IPS, 30 septembre 2011
- 19 "[Brasil: MPA denuncia próxima aprobación de transgénicos resistentes al 2,4-D](#)", Vía Campesina , 24 avril 2012
- 20 "[¡NO a la privatización de las semillas en Argentina!](#)", MNCI - CLOC-VC Argentina - GRAIN - AT - ACBIO, 2 octobre 2012
- 21 "[¿Tiene sentido declarar un Día Internacional de los Bosques?](#)", Boletín N° 188 del WRM, 3 avril 2013
- 22 "[Deforestación en Amazonia cayó a mínimo histórico](#)", Hoy, 5 juin 2013
- 23 "[El árbol y el bosque](#)", Mu 63, 15 mars 2013
- 24 "[Paraguay: cómo se pierde el 90% de los bosques de un país](#)", Vanessa Sánchez, Soitu.es, 11 août 2008
- 25 "[Continúa sin pausa la deforestación en el Chaco paraguayo](#)", EA , 20 fevrier 2012
- 26 "[Sudamérica, la peor en deforestación a nivel mundial](#)", BBC Mundo, 30 novembre 2011
- 27 [ibid. 11](#)
- 28 "[Los refugiados modelo agroexportador](#)", Javiera Rulli, Repúblicas Unidas de la Soja, GRR, 2007
- 29 "[Una reflexión sobre la reciente expansión del cultivo de la soja en América Latina](#)", Segrelles Serrano, José Antonio, Grupo Interdisciplinario de Estudios Críticos y de América Latina, 25 juin 2007
- 30 "[Alimentando las estrategias corporativas](#)", REDES-AT, 31 août 2012
- 31 "[La espada de Monsanto sobre América Latina](#)", Marcha, 4 octobre 2012
- 32 "[Extractivismo y agricultura industrial o como convertir suelos fértiles en territorios mineros](#)", GRAIN, Revista Biodiversidad, sustento y culturas N° 75, janvier 2012

La source originale de cet article est [grain.org](#)  
Copyright © [Grain](#), [grain.org](#), 2013

---

Articles Par : [Grain](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)